

Motion d'orientation

présentée par Jean-Pierre Chevènement et le Conseil national

2012 : le début de la reconquête de notre destin

Depuis l'automne 2008, le capitalisme financier globalisé est entré dans une crise profonde. L'analyse de notre dernier Congrès était à cet égard prémonitoire (« Un tsunami barre l'horizon »).

L'intervention (mal) coordonnée des Etats a pu, dans un premier temps, limiter les effets de cette crise : le renflouement du système financier et la relance économique ont été financés par une considérable injection de fonds publics. La dette publique s'est ainsi partiellement substituée à la dette privée. Mais cette crise n'a pas été traitée à la racine.

Cette crise en effet est celle d'une mondialisation par nature déflationniste et qui vit de l'endettement comme d'une drogue. Or, le crédit interbancaire est devenu prudent. L'assainissement financier n'est pas terminé. Les ménages épargnent plutôt qu'ils ne s'endettent. Les Finances publiques enfin ne peuvent pas être mises à contribution une nouvelle fois. La récession économique fragilise l'ensemble du système. Les déséquilibres macro-économiques entre pays déficitaires et pays excédentaires (Chine, Japon, Allemagne, pétromonarchies) n'ont pas été corrigés. Le système monétaire international connaît des fluctuations de changes aberrantes et insoutenables. Il doit être remplacé. Mais par quoi ? Le dollar n'entend pas se laisser détrôner.

La crise du capitalisme financier mondialisé doit être ainsi replacée dans un contexte plus vaste : déclin des Etats-Unis, montée des pays dits « émergents » (Chine, Inde, Brésil) retour de la Russie, etc. Une nouvelle bipolarité se dessine ainsi à l'horizon entre les Etats-Unis et la Chine. Elle risque de nous marginaliser, si nous ne prenons pas les moyens, en tous domaines, d'exister par nous-mêmes.

Ainsi, l'Europe, ou plutôt la zone euro, et la France avec elle, se trouvent prises en étau entre la pression des pays à très bas salaires et la dévaluation compétitive du dollar, du yuan et de la livre britannique. La danse du scalp des marchés financiers autour de la Grèce aujourd'hui (et peut-être demain du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie) nous ramène au Moyen-âge, à l'époque où de riches financiers tenaient en laisse des princes impécunieux, au bord, en permanence, de la faillite. C'est une régression de plusieurs siècles ! Peut-il y avoir des Etats « faillis » ? On oublie la révolution démocratique et que, derrière les Etats, il y a les peuples. En fait les marchés financiers veulent maintenant la purge, c'est-à-dire une rigueur sans précédent. On a ainsi vu M. Woerth, ancien ministre du Budget, s'engager à Bruxelles à réduire de cinq points du PIB le déficit budgétaire français d'ici 2013, soit 100 Milliards d'euros ! C'est impossible, à moins d'une crise sociale majeure ! Cette crise sociale est maintenant devant nous. Car la coalition des libéraux sociaux et des sociaux-libéraux a déjà rendu les armes devant le pouvoir des marchés financiers. La coalition conservatrice-libérale de Mme Merkel dicte sa loi à l'Europe : priorité partout à la déflation salariale et budgétaire. L'Europe de Maastricht nous conduit ainsi à la catastrophe sociale collective.

Deux ans après la faillite de Lehmann Brothers et le krach de Wall Street, le capitalisme financier est toujours debout. Il a renoué avec des pratiques intolérables : bonus pharamineux, délocalisations massives. Les paradis financiers et fiscaux n'ont subi qu'un toilettage cosmétique, parfaitement inefficace du point de vue de la « moralisation » et du contrôle du capitalisme financier.

La bataille qui s'annonce est donc frontale.

*



Si on en vient à la situation française, force est de se rendre à l'évidence : Aucun candidat à gauche, aujourd'hui, ne porte pour 2012 un dessein cohérent de reconquête. S'il était élu, dans l'état actuel de la gauche, il risquerait vite de se transformer en un George Papandreou français. L'alliance du PS et des Verts n'est pas aujourd'hui à la hauteur des défis auxquels le pays doit faire face.

Il est donc capital que nous proposons une nouvelle stratégie. Au sein de la zone euro, nous devons amener l'Allemagne à rompre avec sa politique de déflation salariale compétitive, à renoncer à imposer des critères de déficits insupportables (0,35 % du PIB en 2016 !), et enfin à accepter une politique de change réaliste et un grand emprunt pour financer une relance européenne. C'est cela le contenu de ce que nous appelons « le gouvernement économique de la zone euro ». Un tel gouvernement économique de la zone euro passe par un changement politique en Europe, en France et en Allemagne notamment, mais dans ce pays, les élections prochaines n'interviendront qu'en 2014.

Il incombera donc à la France de jouer encore une fois son rôle de « nation politique ». C'est un véritable « programme de salut public » avec des réformes de structures profondes, qu'il faut proposer à la France, avec un volet européen et mondial. Ce programme de salut public est développé en annexe du présent texte.

*

Le choix de désigner le candidat de la gauche à travers des « primaires » organisées par le parti socialiste, le MRC, le PRG et peut-être le parti communiste, aurait pu être un bon choix, si ces primaires, ouvertes à l'ensemble des électeurs inscrits, sans aucune autre formalité que le versement d'une modeste cotisation minimale, comportaient une « charte » politique entre partenaires responsables et fiables et qui soit à la hauteur des enjeux. Dans la crise de l'Europe, le fédéralisme n'est pas une solution crédible. Toute souscription d'emblée à une formule fédérale nous ligoterait aussitôt au sein du P.S.E. : seul le dialogue démocratique des nations peut modifier « les fondamentaux » libéraux de la construction européenne, telle qu'elle nous a été imposée depuis le tournant des années 1980 (Acte unique, traité de Maastricht, pacte de stabilité, traité de Lisbonne).

La gauche doit donc poser clairement deux problèmes : celui de la protection commerciale de l'Europe et celui de la politique de change. A défaut, notre participation à d'éventuelles « primaires présidentielles », nous conduirait, dans l'état actuel des choses, à nous mettre, pieds et poings liés, dans le sillage du social-libéralisme.

Or, nous ne pouvons pas cautionner les règles du jeu que nous avons dénoncées dès leur mise en place et qui ont conduit à l'essor du capital financier mondialisé puis à sa crise actuelle. Ce chemin nous conduirait à une impasse redoutable en 2012. Ces règles du jeu doivent être modifiées. Elles peuvent l'être si nous appelons le peuple français, le jour venu, à manifester sa volonté par référendum.

La gauche doit se mettre à la hauteur des enjeux. Notre projet, c'est la refondation républicaine et la construction d'une Europe démocratique des nations parce qu'il n'y a pas de démocratie en dehors d'elles. 2012 ne doit pas être simplement l'année du rejet mais marquer le début de la reconquête de notre destin. Le MRC doit donc se préparer à présenter en 2012 un candidat républicain pour ouvrir la voie à une Europe des peuples.